

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 12 au 18 mars 2026

Le chancelier allemand, Friedrich Merz, a clarifié la position de l'Allemagne concernant la guerre en Iran et la demande d'aide de Trump dans le détroit d'Ormuz. Lors de sa déclaration gouvernementale ce mercredi, il a affirmé : « Nous aurions déconseillé cette guerre », tout en soulignant que « l'ère où le régime iranien peut menacer le monde doit prendre fin ». Il a toutefois nuancé ses propos en ajoutant : « Nous avons clairement exprimé nos nombreuses préoccupations concernant ce conflit », précisant qu'« aucune stratégie claire n'est pour l'instant en place ». Il a également déclaré : « Nous n'y participerons pas », soulignant qu'un mandat de l'ONU, de l'OTAN ou de l'UE était nécessaire. Il a toutefois précisé qu'il ne se fermerait pas à une mission de maintien de la paix dans la région après la guerre, si cela s'avérait nécessaire. « Nous ne devons pas faire comme si nous tirions les rideaux et laissons la tempête passer », a-t-il conclu, évoquant les crises mondiales qu'il estime cruciales de surmonter. Interrogé sur la demande d'aide des Américains au détroit d'Hormuz, le chancelier avait déjà insisté il y a quelques jours sur le fait que l'OTAN est un « bassin de défense » et non une organisation d'intervention. Il a souligné qu'il fallait aborder cette situation avec respect au sein de l'Alliance et a rappelé que le conflit en Iran ne relevait pas des affaires de l'OTAN. Auparavant, Johann Wadephul, le ministre allemand des Affaires étrangères, a également exclu, pour le moment, la participation de l'Allemagne à la mission de sécurisation du détroit d'Ormuz. Il a précisé que l'Allemagne ne participerait pas à cette confrontation et a souligné qu'une solution négociée était essentielle pour assurer la sécurité dans la région. Il a ajouté que l'Allemagne souhaitait être informée des actions menées par les États-Unis et Israël, notamment en ce qui concerne la destruction des capacités militaires iraniennes. Il a également émis des doutes quant à l'efficacité de l'extension de la mission maritime européenne « Aspides » au détroit d'Ormuz.

Le gouvernement de Friedrich Merz (CDU) prépare un ensemble de mesures pour lutter contre la hausse des prix des carburants, notamment du diesel et de l'essence, tout en excluant un plafonnement des prix. En raison du conflit en Iran et de la fermeture du détroit d'Ormuz, les prix ont considérablement augmenté en Allemagne, bien plus qu'ailleurs en Europe, ce qui a conduit certains à accuser les entreprises pétrolières d'abus. Lors d'une réunion, les entreprises n'ont pas fourni de réponses convaincantes sur la formation des prix, poussant ainsi la coalition à exiger davantage de transparence. Les mesures proposées comprennent la limitation des hausses de prix à une fois par jour, à midi, ainsi que la libération de certaines réserves stratégiques de pétrole. Le gouvernement envisage également de renforcer les pouvoirs de l'Autorité fédérale de la concurrence afin de mieux contrôler les hausses abusives. Toutefois, des organisations comme le Sozialverband Deutschland (SoVD) critiquent l'absence de plafonnement des prix, estimant que les citoyens se sentent vulnérables face à la « volonté de fixation des prix » des entreprises. Le SoVD appelle à la mise en place de mesures ciblées pour alléger la charge pesant sur les personnes aux revenus faibles ou moyens, en particulier dans les zones rurales, où la dépendance à la voiture reste forte.

Un an après la décision historique de créer un fonds spécial de 500 milliards d'euros pour financer des

investissements dans les infrastructures et la transition énergétique, l'Institut Ifo a publié un rapport sur l'utilisation effective de ce fonds. Mise en place en 2025, cette mesure visait à contourner la règle du « frein à l'endettement » afin de financer de nouveaux projets, principalement dans les domaines de la défense et des infrastructures. Selon le rapport, une grande partie de cet argent n'a pas été utilisée comme prévu. Ainsi, 95 % de ces fonds ont servi à financer des projets existants ou à combler des déficits budgétaires, plutôt qu'à financer de nouvelles initiatives. Le secteur de la défense a en revanche largement bénéficié de ces fonds, avec des entreprises comme Hensoldt dont les capacités de production ont augmenté, en raison des dépenses accrues pour renforcer l'armement, à la suite de la guerre en Ukraine. Le ministère de la Défense a ainsi pu financer rapidement ses achats et moderniser l'armée. En revanche, dans le secteur des infrastructures, de nombreux fonds n'ont pas été utilisés comme initialement prévu, ce qui a suscité des critiques. Les objectifs d nouveaux investissements substantiels du « Sondervermögen » ne sont pas atteints. Alors que le ministère des Finances a rejeté ce rapport, Matthias Middelberg, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag et porte-parole chargé des questions budgétaires, a déclaré aux médias qu'il prenait les critiques des instituts au sérieux, mais qu'elles étaient prématurées. Il a ajouté qu'il n'arrivait pas à comprendre ces chiffres lui-même. Ce fonds spécial est prévu pour une durée de douze ans, et une grande partie des ressources n'a pas encore été dépensée.

Les candidatures à la Bundeswehr ont considérablement augmenté par rapport à l'année précédente. D'ici la fin du mois de février 2026, environ 16 100 personnes se sont inscrites pour une carrière militaire, ce qui représente une hausse de 20 %. Le nombre de nouvelles embauches a également augmenté : en février, plus de 5 300 soldats ont été recrutés, soit 14 % de plus qu'à la même période l'an dernier. Le nombre de volontaires et de soldats sous contrat à court terme a notamment connu une hausse significative, avec environ 13 400 personnes, soit 15 % de plus. Cette croissance s'explique notamment par la nouvelle loi sur le service militaire, entrée en vigueur début 2026. Cette loi oblige les hommes de 18 ans à remplir un questionnaire et à passer une visite de sélection, tandis que pour les femmes, cela reste volontaire. Le gouvernement espère que cette loi aura un fort impact sur l'armée. Cependant, malgré cette hausse, la Bundeswehr est toujours en deçà de son objectif de 260 000 soldats actifs d'ici le milieu des années 2030. Actuellement, l'armée allemande compte environ 186 200 soldats. Des fluctuations saisonnières sont attendues, car au printemps, de nombreux soldats quittent l'armée pour rejoindre le marché du travail civil ou entamer une formation.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Jürgen Habermas, l'un des philosophes et sociologues les plus influents d'Allemagne, est décédé à l'âge de 96 ans à Starnberg. Il a marqué de nombreuses discussions importantes, notamment sur la Constitution européenne et les scandales de surveillance, comme celui impliquant les services secrets américains (NSA). Il a été l'assistant de Theodor W. Adorno et a joué un rôle clé dans le mouvement étudiant, même s'il a toujours rejeté la violence qui y était associée. Ses travaux couvrent une vaste gamme de sujets, allant de la réflexion sur le passé nazi de l'Allemagne à la critique de la technicisation de la société moderne. Il a publié plus de 50 livres et a reçu de nombreuses distinctions, dont le prix de la paix du livre allemand en 2001. Il a toujours insisté sur l'importance de la langue dans la communication et la démocratie, soulignant que la culture du débat était essentielle à une démocratie vivante. En 2025, il a fermement rejeté l'idée que son nom soit associé à une machine de résolution de conflits développée par Google, estimant que les conflits humains ne pouvaient être résolus par des machines.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

22 mars



Les **élections en Rhénanie-Palatinat** auront lieu le **22 mars** prochain. Selon un récent sondage de la chaîne publique ARD, la CDU devance légèrement le SPD avec 29 % contre 28 % des intentions de vote. Bien que le SPD ait historiquement dominé les élections régionales dans cet État, elle reste en deçà de son score de 2021. En revanche, la CDU, menée par Gordon Schnieder, affiche une légère progression. L'AfD enregistre une forte hausse, avec 19 % des intentions de vote, tandis que les Verts et le FDP stagnent, cette dernière risquant de ne pas franchir la barre des 3 % nécessaires pour entrer au Landtag. La formation du gouvernement reste incertaine. Si la majorité des électeurs se disent satisfaits de la gestion d'Alexander Schweitzer (SPD), ministre-président en place, ce dernier reste nettement plus populaire que son rival de la CDU. En cas de victoire de la CDU, des coalitions avec le SPD ou l'AfD seraient possibles, même si cette dernière a été exclue par les deux partis.